

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2025

A tous les peuples du monde sacrifiés.

La bonne conscience des classes supérieures.

- Ils instaurent des règles contraignantes... qu'eux seuls ne respecteront pas.
- Ils ont aboli la peine de mort chez eux... pour mieux l'appliquer aux peuples qu'ils rançonnent et oppriment après les avoir agressés et colonisés.
- Ils fabriquent des millions de tonnes d'armes... qui serviront à massacrer des peuples ou à des guerres ailleurs dans le monde.
- Ils imposent leur paix aux peuples... auxquels ils avaient déclaré la guerre implicitement ou explicitement.
- Ils veulent imposer aux autres peuples un modèle économique... qui les maintiendrait dans le sous-développement.
- Ils se préoccupent de la santé des Africains... qu'ils ont rendus malade, après les avoir soumis à une pauvreté effroyable.
- Ils interdisent l'usage de produits chimiques toxiques dans leurs pays... qu'ils produisent et exportent en Afrique et en Asie.
- Ils profitent de la division internationale du travail pour consommer toujours plus... et ils envoient leurs déchets en Asie.

Etc. Etc. Etc.

Cette bonne conscience est partagée par les Français les mieux nantis, soit les trois quart d'entre eux. Il faut bien vivre ! Ceci explique cela...

Business is business. Quand ils avouent que c'était un « canular » qu'ils avaient créé de toutes pièces.

J-C – Vous êtes bien trop modeste monseigneur, il faut dire qu'il aura du mal à faire avaler le reniement de Bill Gates. Il ose tout, la démesure n'a plus de limites.

Trump considère avoir gagné « la guerre contre le canular du changement climatique » - 20minutes.fr 30 octobre 2025

A quelques jours de l'ouverture de la 30^e conférence des Nations unies sur le climat, Donald Trump pense avoir un nouvel allié sur sa vision sur le climat. Et cela le satisfait particulièrement. Le président des Etats-Unis a en effet applaudi mercredi les propos de Bill Gates dénonçant la « *vision catastrophiste* » des experts sur le réchauffement de la planète.

« *J'AI (NOUS AVONS !) juste gagné la guerre contre le canular du changement climatique. Bill Gates a finalement reconnu qu'il avait complètement TORT sur la question* », a déclaré le locataire de la Maison-Blanche sur son réseau Truth Social, usant de majuscules comme à son habitude.

Dans un long texte publié sur son site Internet lundi soir, Bill Gates avait notamment écrit que le réchauffement de la planète n'allait « *pas conduire à la disparition de l'humanité* ». Le cofondateur de Microsoft a aussi appelé à ce que la COP30 au Brésil début novembre recentre le débat sur « *l'amélioration des conditions de vie* » plutôt que sur les températures ou les émissions de gaz à effet de serre.

Si le changement climatique aura « *de graves conséquences* », a ajouté le philanthrope, « *les populations pourront vivre et prospérer sur la plus grande partie de la planète dans un avenir proche* ». 20minutes.fr 30 octobre 2025

J-C – Ouf, encore heureux ! Ils rassurent ceux qui y avaient cru et qui doivent ravalier leur salive ou manger leur chapeau comme l'on dit, ils n'ont pas l'air cons ! On a quand même le droit de se marrer un peu, on ne voudrait pas non plus être à la place des dirigeants du mouvement ouvrier qui avaient colporté cette mystification et celle du virus tueur.

Je ne pense qu'en Inde nous soyons candidats à la « *prospérité* » à la sauce de l'oligarchie financière. Au Soudan, en RDC, à Gaza et ailleurs, des peuples sont littéralement sacrifiés, physiquement liquidés pour que les occidentaux continuent de vivre confortablement, sauf les plus pauvres évidemment.

Combat politique contre l'opportunisme ou le charlatanisme.

Business. Quand une gourou mercantilise la philosophie et la détresse humaine.

Ariane Bilheran - Philosophe, conférencière, auteur

Dans son blog (reçu par mail) :

- C'est le tout dernier jour pour l'offre spéciale primo-inscrits!

Manipulation, Harcèlement, perversion...

Décrypter la psychologie du pouvoir!

Ne ratez pas ce séminaire incontournable, le plus approfondi à ma connaissance en langue francophone.

Vous sortirez grandis, apaisés et lucides par l'étude de tous les ressorts et mécanismes régulièrement appliqués pour soumettre les individus et les populations, et dans tous les domaines de l'existence!

Choisissez votre formule

Trouvez celle qui vous convient

€89

€499

€949

<https://www.arianebilheran.com>

J-C – Je n'ai rien contre elle particulièrement, il y en a plein du même genre qui officient dans les médias dits sociaux.

Ils professent que l'origine des problèmes que nous avons à résoudre seraient d'ordre individuel, chacun d'entre en serait responsable, alors qu'en réalité, ce sont les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme ou les conditions sociales ou matérielles qui nous sont imposées qui en sont à l'origine, sur lesquels nous devons agir collectivement, sur le terrain de la lutte des classes, d'où la nécessité d'en prendre conscience pour qu'une société meilleure et plus juste voie le jour.

La connaissance en soi n'a aucune valeur, ne sert à rien ou pire encore, tout dépend dans quelle direction elle est orientée ou quels intérêts elle sert. « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* » (Rabelais), précisons, sans conscience politique s'agissant des sciences sociales.

Si j'étais devenu philosophe, psychanalyste ou paléontologue, j'aurais travaillé pour mériter mon salaire ou mon niveau de vie, et en dehors de mon activité professionnel, cela aurait été une occasion pour partager mes connaissances avec le plus grand nombre, et non pas pour les monnayer, c'est ignoble, dégueulasse.

Vous savez, c'est comme dans la causerie d'hier à propos de la banalisation du mensonge, puisque c'est normal, pourquoi se gêner.

France.

En famille. Ils partagent bien la même idéologie.

Accords franco-algériens : à l'Assemblée, la victoire du Rassemblement national sur fond d'union des droites - Paris Match 30 octobre 2025

Un sujet douloureux et polémique sur lequel députés RN et UDR ont obtenu le soutien des Républicains de Laurent Wauquiez et, plus surprenant - bien qu'Edouard Philippe se soit plusieurs fois élevé contre cette disposition -, d'Horizons emmené par le député Paul Christophe. Même, non moins insolite, celui des élus Libertés, indépendants, Outre-mer et territoires (Liot), qui s'étaient

pourtant prononcés majoritairement « *contre* » ce texte à la valeur plus symbolique que juridique : sur 22 membres, seuls trois ont participé au vote, deux mêlant leurs voix à celles des marinistes.

Dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968 : Comment le RN a obtenu l'adoption du premier texte de son histoire ? - 20 Minutes 30 octobre 2025

L'Assemblée nationale a adopté jeudi une proposition de résolution du RN visant à « *dénoncer* » l'accord franco-algérien de 1968, grâce au soutien des groupes LR et Horizons, constituant une victoire historique pour l'extrême droite

« *Il faut que le gouvernement tienne compte du vote de l'Assemblée nationale* », a appuyé une Marine Le Pen triomphante

Les quatre groupes de gauche (avec les communistes) n'ont pas fait le plein, avec 143 voix contre le texte sur un total de 195.

Les critiques se sont toutefois concentrées sur Gabriel Attal et son groupe Ensemble pour la République, dont seulement 40 députés (sur 92) étaient présents, parmi lesquels 30 ont voté contre le texte. Le leader du parti Renaissance, qui avait lui-même appelé à dénoncer l'accord de 1968, était d'ailleurs absent lors du débat et du vote.

Le Premier ministre Sébastien Lecornu estime qu'il faut "*renégocier*" l'accord franco-algérien de 1968 - BFMTV 30 octobre 2025

"*Il se trouve que je considère, et le président de la République l'a dit à de nombreuses reprises, que, désormais, il faut regarder à ce que la relation avec l'Algérie reparte fondamentalement de nos propres intérêts*", a-t-il précisé.

C'est pourquoi, selon lui, il faut renégocier "*en regardant nos intérêts de sécurité et économiques*".

En complément.

A scander en chœur avec Le Pen, Retailleau, Macron et Lecornu : Les bounouls en Algérie, les ratons chez eux, les bicots à la mer !)

Signé six ans après l'indépendance de l'Algérie, cet accord de 1968 a été régulièrement pointé du doigt par l'ancien ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui y était farouchement opposé.

L'accord a créé un statut unique pour les ressortissants algériens en matière de circulation, de séjour et d'emploi. Il avait pour but de rendre plus facile l'immigration économique des Algériens, alors que la France était à la recherche de main d'œuvre. Leur arrivée et la possibilité pour les Algériens d'obtenir un titre de séjour sont donc simplifiées. BFMTV 30 octobre 2025

Quand UFC-Que Choisir fait régner la dictature de la Commission européenne.

J-C - De nos jours, l'immense majorité des produits commercialisés importés d'un peu partout dans le monde ont une qualité médiocre ou présentent des défauts de conception, dont la finition a été bâclée ou sacrifiée, qui se détériorent dès qu'on s'en sert ou dont la durée de vie est éphémère. Ils ont été fabriqués avec des matériaux de mauvaise qualité, et il arrive même qu'ils soient impropres à l'usage pour lequel ils avaient été conçus.

Mon épouse m'avait ramené 4 couteaux de cuisine à scie, quand j'ai voulu les utiliser pour couper du pain ou de la viande, je me suis aperçu que la lame se tordait dangereusement, du coup je les ai balancés ! Elle m'avait ramené un presse ail à main, au bout de quelques utilisations, il s'est pété en deux, poubelle ! Elle s'est fait rouler, elle a acheté de la merde, c'est moins cher et c'est destiné aux pauvres. Il me reste 2 couteaux de cuisine à scie made in India qu'un Français m'avait refilés avant de quitter l'Inde il y a plus de 30 ans, ils sont en parfaites états et ils coupent très bien. Heureusement qu'ici on mange généralement avec les mains !

Les réelles intentions de l'UFC-Que Choisir me semblent plus que douteuses, dans la mesure où ils s'attaquent aux produits destinés aux plus pauvres, ceux qui devraient être privés de découvertes pour finir les fins de mois, par exemple, ceux qui sont responsables du déficit de la Sécu ou qui fraudent pour un oui ou pour un non, des gaspilleurs, bref, des rustres ou des sauvages qui veulent imiter les classes supérieures et encouragent la contrefaçon et la production d'articles impropres à la consommation.

Vous pensiez peut-être qu'ils s'en prenaient à la Chine, c'est également possible, mais l'UE et Trump sont en train de négocier avec elle, donc le moment serait plutôt inopportun, tandis que les pauvres, ces parasites, ils sont encore trop riches, ils pourraient se passer de bijoux ou de jouets, comment ils font au Soudan, en RDC, à Gaza, hein, je vous le demande ?

Et puis, l'Union européenne continue de produire un tas de pesticides, herbicides et autres saloperies hautement toxiques dont l'usage est prohibé dans l'UE, mais qu'elle destine aux marchés asiatiques ou africains. Pour un peu les Chinois vous renvoie votre merde, de quoi vous plaignez-vous ?

Shein et Temu : "69 % des produits testés sont non conformes aux exigences européennes", dénonce une étude de l'UFC-Que Choisir - franceinfo.fr 30 octobre 2025

Sur les plateformes chinoises Temu et Shein, "69 % des produits testés sont non conformes aux exigences européennes" et "57 % présentent un risque réel pour les utilisateurs", révèle jeudi 30 octobre une étude de l'UFC-Que Choisir que France Inter a consulté. L'association de consommateurs souligne des risques notamment d'"intoxication", de "brûlure" ou encore d'"étouffement".

L'UFC Que Choisir a "voulu vérifier si les produits à bas prix vendus sur les plateformes chinoises Shein et Temu respectaient réellement les normes européennes". Avec des "partenaires européens", l'association a "acheté et testé 162 articles, chargeurs USB, jouets pour enfants et bijoux, et les résultats sont particulièrement inquiétants", poursuit l'association.

Les tests réalisés "ont mis en évidence le fait que ces produits d'entrée de gamme étaient souvent mal conçus et fabriqués avec des matériaux de mauvaise qualité", alerte l'UFC Que Choisir, pour qui beaucoup de ces chargeurs font "courir de réels risques de brûlure, de choc électrique et d'incendie à leurs utilisateurs". (La plupart des fabricants doivent ignorer tout ou presque des

matériaux entrant dans la composition de leurs marchandises, et davantage encore les normes européennes existantes. – J-C)

Même constat pour les jouets, "*petits prix, maxi-risques*", dénonce cette étude. Il "*faut réfléchir à deux fois avant d'offrir à un enfant un jouet acheté sur Temu ou Shein*", assure l'UFC-Que Choisir. Les tests ont permis de découvrir "*des substances dangereuses dépassant les normes autorisées*" comme "*les taux de formaldéhyde de 143 et 164 mg/kg bien au-delà de la teneur autorisée de 30 mg/kg*", précise l'association. (Maxi prix, maxi profits ! – J-C)

Cette enquête "*met en lumière les graves défaillances de sécurité sur ces places de marché, ainsi que les insuffisances de réaction de Shein et Temu, pourtant soumises aux obligations du Digital Services Act*", au niveau européen.

J-C – Ils nous emmerdent à tout vouloir réglementer, enrégimenter, encadrer, contrôler, surveiller, on sait pourquoi. En Inde, j'ignore s'il existe une réglementation, je n'en ai jamais entendu parler, tout le monde s'en fout et on ne s'en porte pas plus mal pour autant. Ils veulent aussi rendre le peuple paranoïaque, plus malheureux qu'il n'est déjà, cet acharnement relève du sadisme, le pendant de la tyrannie.

J-C – En 1973 ou 1974, j'avais 18 ou 19 ans, c'était mon premier compte bancaire, pour un découvert de 100 balles environ, la Société Générale m'a viré et j'ai été inscrit au registre de la Banque de France comme un vulgaire escroc.

Très pauvre, pratiquement chaque mois mon père réclamait deux acomptes à son patron parce que mes parents n'avaient plus un rond bien avant le 15 du mois. Les derniers jours du mois, elle allait mendier quelques dizaines de francs à une tante qui habitait à côté qu'elle lui rendait toujours quelques jours plus tard. Je revois ma mère retourner son porte-monnaie désespérément vide, c'était très angoissant. Ils n'étaient pas endettés, à cette époque les banques prêtaient peu aux pauvres, et les crédits à la consommation n'existaient pas, on se démerdait en famille pour survivre, on a fait cela toute notre vie en somme, et on ne doit rien à personne.

Les règles des découverts bancaires vont se durcir en novembre 2026, qu'est-ce que ça va changer ? - Le HuffPost 29 octobre 2025

L'information concerne au moins 8 % des Français.

La Banque de France a confirmé mardi 28 octobre au média spécialisé MoneyVox que le découvert bancaire intégrera le cadre réglementaire du crédit à la consommation à partir du 20 novembre 2026. Concrètement, pour les Français, cela signifie que l'accès à cette forme de crédit ne sera plus quasi « *automatique* » comme c'est le cas actuellement.

Ce changement de réglementation intervient après l'adoption, le 3 septembre en Conseil des ministres, d'une ordonnance relative au crédit à la consommation, transposant une directive européenne. Et elle entraînera des changements importants pour les ménages.

En effet, dans un peu plus d'un an, le découvert bancaire, aujourd'hui considéré comme un crédit avec des « *exigences différentes* », sera encadré par davantage de limites et de conditions d'accès. Seules les nouvelles demandes devront se conformer à ces nouvelles règles.

Ce n'est pas une interdiction, mais ces changements vont compliquer l'accès au découvert aux ménages les plus modestes.

Pour tout découvert dépassant 200 euros, les établissements devront vérifier la solvabilité du demandeur, en prenant en compte ses revenus, ses dépenses et d'éventuels incidents de remboursement.

Découvert sur autorisation

Les autorisations automatiques de découvert devraient se raréfier. Chaque demande devra être étudiée individuellement, et le client devra solliciter la banque à chaque fois qu'il souhaite un découvert. Cette réforme pourrait creuser les écarts entre ménages aisés et plus modestes. Selon l'Observatoire des inégalités, un quart des salariés gagnent moins de 1.750 euros nets mensuels, ce qui pourrait compliquer l'accès à des découverts significatifs, parfois nécessaires pour gérer des imprévus. Le HuffPost et 20minutes 29 octobre 2025

Retour en 2020. La Commission européenne se saisit d'une directive de 2008 qui encadre entre autres les règles du crédit à la consommation dans l'UE. Le texte est jugé obsolète, à la lueur des nouvelles pratiques bancaires, des évolutions technologiques et des changements d'habitudes des consommateurs. Les mini-crédits - des prêts de quelques centaines d'euros - et les paiements en plusieurs fois sont devenus légion. La Commission décide donc de revoir les règles existantes, la fabrique de la loi européenne suit son cours et en décembre 2022, le dossier législatif est bouclé dans les grandes lignes. Le site du Parlement européen en résume quelques-unes ainsi : « *Pour permettre aux consommateurs de prendre des décisions éclairées, le prêteur devra s'assurer qu'ils ont facilement accès à toutes les informations nécessaires avant la signature du contrat, notamment le coût total du crédit. Les prêteurs devront également procéder à une évaluation de la solvabilité du consommateur.* »

Le texte final, devenu une « *directive européenne* » sur « *le crédit aux consommateurs* » est composé de 50 articles consultables ici et adopté en commission le 22 mai 2023. Il est ensuite soumis au vote du Parlement en séance plénière en septembre de la même année et très largement adopté. Selon le détail des votes disponible que nous avons pu consulter, tous les eurodéputés français ayant participé à la séance y étaient favorables, à l'exception de Jordan Bardella. François-Xavier Bellamy et Manon Aubry ont voté pour et l'insoumise s'en explique sur son site, évoquant un texte qui « *va dans le sens d'une meilleure protection des consommateurs* », notamment parce qu'il encadre la publicité « *pour être transparent sur les conditions de crédit.* »

« *Alerte ! Être à découvert sera bientôt interdit ! (...) Cette privation a été imposée par l'Europe* » s'indigne sur X le fondateur de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon.

Manon Aubry ont voté pour et l'insoumise s'en explique sur son site.

<https://manonaubry.eu/mes-combats/vote/credits-aux-consommateurs>

Crédits aux consommateurs

Explication de vote - 21 septembre 2023

Manon Aubry – « *J'ai donc voté pour ce texte qui va dans le sens d'une meilleure protection des consommateurs.* »

Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative aux crédits aux consommateurs - European Union Bruxelles, le 30.6.2021

COM/2021/347 final

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52021PC0347>

European Parliament - LEGISLATIVE TRAIN 20.09.2025

Revision of the consumer credit directive (refit) - Q4 2020 - 15 December 2024

[https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/carriage/revision-of-consumer-credit-directive-\(refit\)/report?sid=9501](https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/carriage/revision-of-consumer-credit-directive-(refit)/report?sid=9501)

Palestine occupée.

Le massacre continue.

Guerre à Gaza : Israël poursuit ses frappes mercredi, déjà plus de 100 morts en deux jours - 20minutes.fr 29 octobre 2025

La Défense civile dans la bande de Gaza et les hôpitaux ont indiqué qu'au moins 100 personnes avaient été tuées dans des frappes israéliennes sur le territoire palestinien, au cours de la nuit du mardi 28 au mercredi 29 octobre.

"Au moins 101 morts ont été transportés dans les hôpitaux, dont 35 enfants, plusieurs femmes et personnes âgées, à la suite des frappes aériennes israéliennes en moins de 12 heures", a déclaré le porte-parole de la Défense civile, une organisation de secours opérant sous l'autorité du Hamas, Mahmoud Bassal.

Des sources dans cinq hôpitaux du territoire palestinien, qui ont reçu les victimes, ont confirmé le chiffre.

Le président américain, Donald Trump, qui est actuellement en voyage en Asie, a défendu ces frappes.

Ukraine.

Ukraine : près de 100 000 jeunes quittent le pays pour l'Europe après l'assouplissement des règles de sortie – RT 30 oct. 2025

Près de 100 000 jeunes hommes ukrainiens ont quitté leur pays en seulement deux mois, après que Volodymyr Zelensky a assoupli les règles de sortie pour les 18–22 ans, a rapporté *The Telegraph*.

Initialement présentée comme une mesure destinée à moderniser la conscription et à « *renforcer la liberté de mouvement* », cette réforme a finalement ouvert la voie à un véritable départ massif, note le quotidien britannique.

Depuis la fin du mois d'août, les gardes-frontières polonais ont enregistré 99 000 passages d'hommes dans cette tranche d'âge — soit bien plus, par exemple, que le nombre total de soldats de l'armée britannique.

Jusqu'alors, la loi martiale instaurée en février 2022 interdisait aux hommes de 18 à 60 ans de quitter le territoire, même lorsqu'ils n'étaient pas mobilisables. Mais après trois ans de conflit en Ukraine, Kiev a choisi d'abaisser l'âge de la conscription obligatoire de 27 à 25 ans et d'autoriser les plus jeunes à voyager à l'étranger avant leurs 23 ans. L'objectif affiché était double : dissuader les familles d'envoyer leurs fils à l'étranger avant leurs 18 ans et espérer que certains reviennent plus tard, « *volontairement* », pour servir.

Or, la réalité a pris une tout autre tournure. Toujours d'après The Telegraph, plutôt qu'un retour, c'est un exode qui s'est amorcé : en Pologne, jusqu'à 1 600 jeunes franchissent désormais la frontière chaque jour. En Allemagne, le phénomène s'est accéléré de manière spectaculaire : de 19 entrées hebdomadaires avant la réforme, le chiffre est passé à plus de 1 000 à la mi-septembre, puis à 1 800 en octobre.

L'hiver du désengagement européen en Ukraine - RT 30 oct. 2025

D'après une analyse publiée dans *The Times* par Roger Boyes, l'hiver qui s'annonce pourrait marquer le tournant final du conflit en Ukraine. Le journal britannique décrit une Europe fatiguée, désunie et sans élan, dont la ferveur initiale s'est muée en lassitude politique. Les promesses se sont dissipées, les fonds se sont taris et les discours enflammés ont laissé place à une froide résignation.

Le constat dressé par *The Times* est sans détour : la défense d'une Ukraine indépendante ne figure plus parmi les priorités stratégiques de l'UE. Les capitales européennes peinent à expliquer à leurs opinions publiques pourquoi il faudrait encore prolonger un effort de guerre devenu sans horizon clair.

Le débat autour des 150 milliards d'euros d'actifs russes gelés illustre parfaitement cette impasse. Bruxelles continue d'en exploiter les intérêts pour soutenir partiellement le budget ukrainien, mais l'idée de transférer la totalité des fonds a été écartée. Non pas seulement par crainte de réactions de Moscou, mais parce qu'aucun État membre — ni seul, ni collectivement — ne souhaite assumer un risque politique et juridique d'une telle ampleur.

En réalité, souligne Roger Boyes, le problème dépasse la question financière : c'est la volonté politique elle-même qui s'étiole. L'Europe, épuisée par deux ans de tension, préfère désormais gérer sa fatigue plutôt que son engagement.

L'analyse de Boyes révèle une vérité désormais visible : l'Europe ne veut plus payer, ni se battre. La guerre s'éteint non pas sur le champ de bataille, mais dans les bureaux et les réunions où triomphent la fatigue et la peur du coût politique. L'hiver européen ne promet ni victoire, ni miracle. Seulement la fin d'une illusion.

Un plan européen pour l'Ukraine acte l'échec militaire et admet la nécessité d'un dialogue avec la Russie - RT 30 oct. 2025

Un document intitulé « *Éléments vers la paix en Ukraine* », révélé ce 28 octobre 2025 par Radio Free Europe, circule dans les capitales européennes. Rédigé par une coalition occidentale de plus de vingt pays, ce plan n'a pas encore été validé officiellement, mais il marque une évolution claire : l'Occident reconnaît l'échec de sa stratégie d'affrontement avec la Russie.

Le document prévoit deux phases. La première commence par un cessez-le-feu immédiat, déclenché 24 heures après que les deux parties ont accepté le plan. La ligne de front actuelle serait gelée et resterait figée « *dans la position où elle se trouve au début du cessez-le-feu* ». En d'autres termes, les territoires libérés par la Russie — Crimée, Donbass, Kherson, Zaporojié — resteraient sous contrôle russe.

Le plan interdit à l'Ukraine toute tentative de reconquête militaire de ces régions. Un pacte de non-agression serait signé, engageant Kiev à renoncer à l'usage de la force. L'Occident demande à Moscou de cesser les frappes, mais surtout à l'Ukraine de reconnaître la situation sur le terrain.

Les États-Unis superviseront le cessez-le-feu avec leurs moyens technologiques (satellites, drones). Des « *mesures de confiance* » accompagneront cette phase, avec une levée partielle des sanctions contre la Russie dès que le calme serait constaté.

Concernant la centrale nucléaire de Zaporojié, que la Russie contrôle depuis 2022, le texte propose son transfert temporaire à une tierce partie neutre, sans garantie de retour à l'Ukraine.

Des négociations sur les territoires libérés

La seconde phase du plan prévoit des négociations politiques, toujours sous surveillance occidentale. Des zones démilitarisées seraient créées autour de la ligne de contact. Une mission civile internationale serait déployée pour surveiller la situation.

Les discussions porteraient sur la « *gouvernance permanente* » des territoires libérés par la Russie. Cela confirme un point central : l'Occident accepte que la Crimée, le Donbass, Zaporojié et Kherson ne soient plus sous autorité ukrainienne. Ce point, pourtant impensable pour l'UE il y a encore un an, est désormais sur la table.

Le document insiste également sur le respect des langues, des cultures et des religions. Cela fait écho aux revendications russes, dénonçant depuis 2014 les discriminations contre les russophones en Ukraine. Ce volet valide donc la nécessité d'un dialogue pour garantir les droits des populations russes.

Le texte prévoit, par ailleurs, l'établissement d'un fonds de reconstruction, qui utiliserait une partie des avoirs russes gelés par Bruxelles (plus de 200 milliards d'euros). Ces fonds seraient restitués à la Russie après accord avec l'Ukraine sur les compensations.

La Russie réintégrée, Trump en arbitre

La mise en œuvre du plan serait suivie par un « *Conseil de paix* », présidé par Donald Trump. Cette structure aurait pour mission de contrôler l'application du cessez-le-feu et le déroulement des négociations. Ce rôle confié au président américain confirme que Washington reste l'acteur principal du camp occidental dans le règlement du conflit, tandis que l'Europe tente de sauver la face.

Les discussions chercheraient également à réintégrer la Russie dans certaines institutions internationales, notamment sportives et diplomatiques, ce qui constitue une reconnaissance implicite de l'échec de l'isolement voulu par Bruxelles et Washington en 2022.

Ce plan en 12 points montre que l'Occident ne croit plus à une victoire militaire ukrainienne. Il reconnaît la nouvelle réalité géopolitique imposée par la Russie, sur le terrain comme dans les rapports de force. Pour Moscou, il s'agit d'une victoire stratégique : l'ennemi d'hier propose aujourd'hui un dialogue, sur la base d'un gel du conflit, du respect des positions acquises, et d'une levée progressive des sanctions.

Etats-Unis.

Donald Trump annonce la signature d'un accord commercial entre les États-Unis et la Corée du Sud – RFI 29 octobre 2025

Alors qu'il poursuit son déplacement en Asie, le président américain a confirmé ce mercredi la signature d'un vaste accord commercial entre Washington et Séoul, notamment sur une baisse des droits de douanes visant l'automobile, en échange d'un plan d'investissements sud-coréens pour 350 milliards de dollars aux États-Unis.

Ce plan d'investissements était la pièce maîtresse de l'accord ; il sera divisé en deux parties. La première s'élèvera à 200 milliards de dollars, en paiement immédiat, et non pas sous la forme de prêts ou de prises de participation, comme le voulait la Corée du Sud. Les 150 milliards de dollars restants seront fléchés vers le secteur de la construction navale, un domaine dans lequel les États-Unis veulent rattraper leur retard. Cette somme totale de 350 milliards de dollars représente environ 20% du PIB et c'est donc un très gros effort pour le pays qui veut sauvegarder ses exportations de véhicules.

La partie coréenne a donc obtenu en échange un abaissement des droits de douanes américains visant son industrie automobile à 15%, alors que Donald Trump avait imposé 25%. Ces surtaxes avaient notamment frappé les deux plus grandes marques coréennes, Hyundai et Kia.

« Un plaisir de vous revoir » : Donald Trump et Xi Jinping se rencontrent en Corée du Sud – France 24/ AFP 30 octobre 2025

Le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping tentent jeudi en Corée du Sud de finaliser en personne une trêve commerciale préparée par leurs conseillers. Leur dernière rencontre remonte à 2019.

Donald Trump et le président chinois Xi Jinping ont entamé par une poignée de main jeudi 29 octobre en Corée du Sud une rencontre censée apaiser la brutale guerre commerciale qui les oppose, et qui ébranle toute l'économie mondiale.

Le président américain, qui venait juste d'annoncer une relance immédiate des essais d'armes nucléaires, a qualifié son homologue de « *redoutable négociateur* » tout en disant s'attendre à une rencontre « *très réussie* ».

Xi Jinping à lui dit que c'était « *un plaisir de revoir* » Donald Trump. « *La Chine et les États-Unis peuvent assumer conjointement leurs responsabilités de grandes puissances et travailler ensemble à la réalisation de projets plus ambitieux et concrets, pour le bien de nos deux pays et du monde entier* », a-t-il affirmé.

Suite.

Ce qu'il faut retenir de la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping. - franceinfo.fr 30 octobre 2025

Le président américain Donald Trump a qualifié de "*grand succès*" sa rencontre jeudi 30 septembre, en Corée du Sud avec son homologue chinois Xi Jinping, et a annoncé qu'il se rendrait en Chine en avril prochain pour de nouvelles discussions. "*Nous avons finalisé de nombreux points*" lors de l'entretien à Busan, a-t-il ajouté, qualifiant Xi Jinping de "*dirigeant exceptionnel d'un pays très puissant*". Voici ce qu'il faut retenir de ces échanges.

Baisse de 10% des droits de douane pour la Chine liés au fentanyl

Le président américain Donald Trump a annoncé jeudi avoir convenu de réduire à 10% les droits de douane contre la Chine liés au trafic de fentanyl, cet opioïde de synthèse des dizaines de fois plus puissant que l'héroïne. "*Comme vous le savez, j'ai imposé un droit de douane de 20 % sur les produits chinois en raison des importations de fentanyl (...) Je l'ai réduit de 10%*", a-t-il poursuivi. Il a aussi affirmé que le différend entre la Chine et les États-Unis avait été "*résolu*".

Un accord sur les terres rares a été trouvé, selon Donald Trump

Le chef d'État américain a également annoncé avoir conclu, lors de son entretien avec son homologue chinois Xi Jinping, un accord d'un an, reconductible, sur l'approvisionnement en terres rares - matériau essentiel sur lequel la Chine exerce un quasi-monopole.

"*L'accord concernant les terres rares est désormais conclu, et c'est valable pour le monde entier*", a affirmé Donald Trump aux journalistes à bord de l'avion Air Force One, précisant que cet accord était conclu pour un an et serait renégocié chaque année.

Vers davantage de commerce agricole

Le président américain Donald Trump a affirmé jeudi, suite à son entretien avec son homologue chinois Xi Jinping, que la Chine allait acheter "dès maintenant" des volumes "considérables" de soja et autres biens agricoles.

"*De grandes quantités, des volumes considérables de soja et d'autres produits agricoles vont être achetés immédiatement*", a indiqué M. Trump aux journalistes à bord d'Air Force One. La Chine est

un débouché crucial des cultivateurs américains de soja, mais le pays avait gelé ses importations sur fond de tensions commerciales.

La guerre en Ukraine au cœur des discussions

Donald Trump a assuré que Washington et Pékin allaient "*travailler ensemble*" sur la guerre en Ukraine, après une rencontre avec son homologue chinois Xi Jinping en Corée du Sud. "*L'Ukraine a été abordée de manière très forte. Nous en avons parlé pendant longtemps, et nous allons tous les deux travailler ensemble pour voir si nous pouvons obtenir quelque chose*", a-t-il déclaré aux journalistes à bord d'Air Force One.

Venezuela.

« Un projet mortifère de la CIA » : Maduro affirme avoir déjoué une provocation américaine dans les Caraïbes - RT 30 oct. 2025

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a révélé que les services de renseignement du pays avaient déjoué une provocation orchestrée par la CIA visant à attaquer un navire américain dans les eaux proches de Trinité-et-Tobago. Cette opération secrète, selon lui, devait servir de prétexte à une escalade militaire dans les Caraïbes.

« Les informations que nous avons obtenues sont sans équivoque. La CIA, avec toute la malveillance qui la caractérise, était sur le point d'exécuter un plan consistant à attaquer un navire appartenant aux États-Unis pour ensuite faire porter le chapeau [au Venezuela] », a-t-il affirmé. Le chef d'État a précisé que l'objectif de cette manipulation était de « justifier une escalade et un affrontement entre peuples frères ».

Maduro a salué le travail du contre-espionnage vénézuélien, qui aurait permis de contrecarrer le « projet mortifère de la CIA ». Il a également adressé un message de solidarité au peuple trinidien : « Nous sommes frères. Unissons-nous pour la paix. Ne laissons pas les Américains fomenter une guerre dans les Caraïbes. »

Le gouvernement vénézuélien avait déjà dénoncé, le 26 octobre, les manœuvres militaires menées par Trinité-et-Tobago sous la coordination et le financement du Commandement Sud des forces armées américaines. Caracas considère ces exercices comme une provocation hostile et une menace directe pour la stabilité régionale. RT 30 oct. 2025

Brésil.

Au Brésil, choc et colère après l'opération policière antidrogue qui a fait plus de 100 morts à Rio – Le HuffPost 30 octobre 2025

Au lendemain de l'intervention policière la plus meurtrière de l'histoire du Brésil, les autorités ont annoncé ce mercredi 29 octobre au moins 119 morts et Lula s'est dit « sidéré » par ce bilan, alors que des habitants récupéraient des corps, entre sanglots et colère.

Après avoir annoncé une soixantaine de morts mardi, les autorités de Rio ont évoqué un bilan encore provisoire d'au moins 119 morts : 115 criminels présumés et quatre policiers. Pour leur part, les services du Défenseur public, organe de l'État de Rio qui offre une assistance juridique aux plus démunis, comptabilisent au moins 132 morts.

Mardi s'est donc déroulée la plus grande opération policière jamais vue dans la ville, qui a mobilisé 2 500 agents contre le Comando Vermelho, principal groupe criminel de Rio, qui opère dans les favelas, quartiers populaires densément peuplés.

Après plus d'un an d'enquête et avec 113 arrestations, l'intervention a été un « succès », a lancé devant la presse Claudio Castro, gouverneur de droite de l'État de Rio. Il a défendu la manière forte et affirmé que les seules « victimes » étaient les policiers tués, réfutant la mort d'innocents.

Mais le président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva a été « sidéré » par le nombre de morts, a indiqué son ministre de la Justice Ricardo Lewandowski. Selon lui, le gouvernement fédéral de Brasilia n'était pas au courant de l'opération. Le HuffPost 30 octobre 2025

J-C – Les accusations de trafic de drogue étaient sans doute justifiées, c'est la méthode pour le combattre qui est condamnable.

Bien évidemment les populistes de gauche omettent de le préciser, car ils ne s'opposent pas davantage au trafic de drogue qu'à ses commanditaires. La preuve :

Le HuffPost – Plus de 30 ONG, dont Amnesty International, ont estimé que la ville était plongée « dans un état de terreur » par cette action de la police.

Soudan.

Soudan : Plus de 460 personnes massacrées dans une maternité - 20minutes.fr 29 octobre 2025

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réclamé mercredi un "cessez-le-feu" au Soudan, après des informations sur le meurtre de plus de 460 personnes dans une maternité à El-Facher, ville clé du Darfour prise dimanche par les paramilitaires.

Le pouvoir au Soudan a pour sa part accusé les Forces de soutien rapide (FSR, paramilitaires) d'avoir ciblé les mosquées et le Croissant-Rouge à El-Facher, lors de leur prise de cette ville où "les massacres continuent" selon des images satellite analysées par le Humanitarian Research Lab (HRL) de l'université Yale.

L'OMS "est consternée et profondément choquée par les informations faisant état du meurtre tragique de plus de 460 patients et accompagnateurs à la maternité saoudienne d'El-Facher, à la suite des récentes attaques et de l'enlèvement de travailleurs de la santé", a-t-elle indiqué sur X.

Depuis son déclenchement en avril 2023, la guerre entre l'armée et les FSR a fait plusieurs dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, générant la "pire crise humanitaire" contemporaine, selon l'ONU, avec plus de 24 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë.

Soudan: les armes émiriennes, facteur décisif dans la chute d'El-Fasher - RFI 29 octobre 2025

Le *Wall Street Journal* s'appuie sur plusieurs agences de renseignement américaines pour affirmer que les Émirats arabes unis avaient accéléré cette année leurs fournitures d'armes aux Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan, pays sous embargo international en ce qui concerne les livraisons d'armes.

Selon le journal américain, Abou Dhabi a livré des drones chinois sophistiqués « à une importante milice soudanaise », renforçant ainsi « un groupe accusé de génocide et jetant de l'huile sur le feu dans un conflit qui a créé l'une des pires crises humanitaires au monde ».

Selon d'autres informations fondées sur le renseignement soudanais, et qui vont dans le même sens que les affirmations du journal américain, 52 vols cargo ont transmis du matériel militaire vers l'Est et le Sud libyens, dirigés par le maréchal Khalifa Haftar, allié des Émirats, entre le 2 et le 27 octobre. Ces armes ont été acheminées ensuite par voie terrestre, vers le Darfour, comme depuis le début de la guerre.

Ces vols portaient de l'aéroport de Bosaso en Somalie ou d'aéroports aux Émirats. Il s'agit d'appareils cargos de transport militaire : des Ilyushin II-76 ou des Boeing 747. Ces avions dépendent d'Abou Dhabi ou de Khalifa Haftar. Ils atterrissent à la base el-Khadem à Benghazi ou à al-Koufra dans le Sud-Est libyen.

Libya Osint a récemment repéré cinq avions-cargos à l'aéroport militaire d'al-Koufra, non loin de là, où il y a un camp de ravitaillement et de repos pour les FSR. Ce camp a été investi la semaine dernière par les combattants de l'ANL. Quant aux drones, il s'agit, selon nos informations, de la marque chinoise Sunflower, dont la portée pourrait atteindre 2 000 kilomètres. Ce sont ces mêmes drones qui ont visé la semaine dernière l'aéroport de Khartoum le 23 octobre, un jour avant sa réouverture.

Depuis la chute d'El-Fasher, plusieurs sources au Soudan pointent du doigt la Libye, affirmant que les drones qui ont frappé la localité venaient de l'extérieur du pays. L'observateur soudanais Machad affirme que sept des drones qui ont visé El-Fasher le 26 octobre, ont été lancés depuis la Libye.

Par ailleurs, à plusieurs reprises, des véhicules militaires Spartan 2-Mav fabriqués aux Émirats ont été vus sur le terrain au Kordofan et au Darfour. Certains sont passés lors des combats aux mains de l'armée régulière lors des combats. D'autres types d'armes sophistiqués venant d'Abou Dhabi ont été détruits autour d'El-Fasher et de Nyala, comme les systèmes de défense et antiaérien et les systèmes de brouillage.

Un rapport récent exposé devant l'ONU a démontré que des armes britanniques et des moteurs de véhicules militaires exportés par Abu Dhabi ont été utilisées par sur les tanks Nemr fabriqués aux Émirats et retrouvés sur le terrain en Libye. L'information a été révélée dans le quotidien *The Guardian*.

En complément.

Armes et puces : Les États-Unis scellent un pacte avec les Émirats dans le grand jeu du Golfe - lediplomate.media 15 mai 2025

<https://lediplomate.media/armes-puces-usa-pacte-emirats-golfe/>

Soudan : après El-Fasher, le Kordofan à son tour en proie aux "atrocités" des paramilitaires - France 24. 30 octobre 2025

Des responsables de l'ONU ont alerté, jeudi 30 octobre, sur les "atrocités" commises dans la région soudanaise du Kordofan, voisine du Darfour.

Des informations font état *"d'atrocités à large échelle commises par les Forces de soutien rapide à Bara, dans le Kordofan-Nord, après la récente prise de la ville"*, a également dénoncé Martha Ama Akyaa Pobee, sous-secrétaire générale de l'ONU chargée de l'Afrique. *"Cela inclut des représailles contre des soi-disant collaborateurs, souvent ethniquement motivées"*, a-t-elle déploré.

"Au moins 50 civils ont été tués ces derniers jours à Bara, à cause des combats et par des exécutions sommaires. Cela inclut l'exécution sommaire de cinq bénévoles du Croissant-Rouge", a-t-elle indiqué. Le Kordofan *"est probablement le prochain théâtre d'opérations militaires pour les belligérants"*, a-t-elle mis en garde.